

“Le label rouge taxé comme la junk food, c’est anormal!”

Jean-Louis Rastoin, fondateur et directeur de la chaire Unesco “Alimentation du Monde”

La mondialisation a ses limites. C’est, en tout cas, la position défendue par l’ingénieur agronome Jean-Louis Rastoin, fondateur et directeur de la chaire Unesco “Alimentation du Monde”. Ce dernier milite pour une territorialisation des systèmes alimentaires et une régionalisation des productions afin d’assurer l’activité économique des PME françaises et des exploitations agricoles familiales menacées par un modèle agro-industriel intensif. **PAR CÉCILE BUFFARD**



Face à l’hégémonie d’un modèle agro-industriel globalisé et financiarisé, vous défendez un Système Alimentaire Territorialisé (SAT). De quoi s’agit-il ?

Jean-Louis Rastoin. Le concept de SAT repose sur la coordination de filières agroalimentaires durables et complémentaires dans un espace géographique de dimension régionale. Il se caractérise par une triple proximité, entre les différentes filières sur un territoire, entre l’agriculture et les industries alimentaires et entre les producteurs et les consommateurs. L’industrialisation de l’agriculture a engendré une spécialisation des productions pour des raisons économiques. Si l’on prend l’exemple de la France, depuis 1950, on est passé d’une agriculture plutôt diversifiée qui associait différentes cultures avec l’élevage, à une agriculture spécialisée. Cela a permis aux agriculteurs de réaliser des économies d’échelles et d’améliorer leurs revenus grâce, notamment, à l’intensification et à la mécanisation des exploitations. Au niveau européen, nous étions déficitaires au moment du lancement du marché commun agricole, au début des années 60, puis nous sommes devenus largement autosuffisants. L’autre avantage de ce système industrialisé est, bien sûr, la diminution du prix des aliments en monnaie constante et une certaine sûreté alimentaire.

À en croire les récentes opérations coup de poing menées par les producteurs – de porc notamment – contre les distributeurs, cette question du prix est loin d’être réglée. Est-ce le signe d’une faillite d’un certain modèle agro-industriel ?

On a poussé ce système trop loin et il est en train de déraiser. En partie pour des raisons de concurrence internationale. La France n’a pas mené au même niveau que l’Allemagne son processus d’industrialisation de l’agriculture, si bien qu’aujourd’hui, elle se trouve dans une situation de sous-compétitivité. Mais ce que l’on peut toutefois prévoir et qui s’avérerait finalement une chance pour la France, c’est que les systèmes intensifs du nord de l’Europe vont devoir évoluer face à des contraintes sociales et environnementales croissantes. Avec ses systèmes territorialisés, l’Hexagone a une carte à jouer. En Bretagne, où se situe le cœur de la crise pour les éleveurs de porcs, de bovins et de volaille, de nombreux acteurs publics et privés ont pris conscience qu’ils étaient dans une impasse. Le système breton est fondé sur des importations de maïs et soja pour alimenter le bétail, créant une dépendance au marché international et une hypersensibilité à la fluctuation des

cours. Sans compter que le modèle breton, de plus en plus concentré, est arrivé à la limite du supportable en ce qui concerne les dégâts sur l’environnement. La pollution des nappes phréatiques et de la mer entre en conflit avec l’autre grande source de revenus des Bretons : le tourisme. Ils n’ont donc pas d’autre choix que celui de “changer de logiciel”.

Sur quelles bases repose l’agroécologie ?

Il ne s’agit pas d’un retour au passé et à la polyculture, mais d’une meilleure intégration agricole dans les écosystèmes. Grâce aux avancées scientifiques, on va permettre aux agriculteurs d’avoir de bons rendements tout en préservant l’environnement. Cela passe par la re-diversification des systèmes agricoles en France, en Europe et ailleurs dans le monde, selon une méthode combinant à la fois les cultures, l’élevage et la forêt : un SAT requiert une proximité géographique de ces différents éléments de la biomasse. Ces systèmes sont adaptés à des bassins de 1 à 5 millions d’habitants et à des agglomérations inférieures à 500 000 personnes. L’agro-climatologie est spécifique à une région, et chaque SAT doit tenir compte des particularités locales.

Nos producteurs maîtrisent-ils tous ces nouvelles techniques ?

Il existe une avant-garde de producteurs qui expérimentent déjà l’agroécologie et sont à la recherche de nouveaux itinéraires techniques et intrants, afin, notamment, de remettre sur le marché des variétés locales. Ces pionniers des circuits de proximité, qui représentent à l’heure actuelle environ 10 % des agriculteurs vont servir d’exemple pour les autres et faire tache d’huile. Mais cela prendra du temps. Car il faut dire que le modèle industriel procure un grand confort technique, avec des process combinant génétique, agrochimie, mécanisation et artificialisation

du milieu. Cependant, cette méthode de production occasionne des externalités négatives sur la santé humaine, l'environnement et l'emploi. Le consommateur-citoyen a conscience de ces excès et les rejette de plus en plus. Il exige de la qualité et de la transparence. En témoignent les succès du bio et du local pour lesquels l'attrait s'est renforcé suite au scandale de la viande de cheval retrouvée dans des plats de lasagnes "pur bœuf". Sans pour autant renoncer totalement aux produits chimiques élaborés à partir du carbone fossile, l'on va se diriger davantage vers des intrants issus de la biomasse.

Un système agricole territorialisé est-il économiquement viable ?

Tout à fait ! Les pionniers qui se sont mis sur le bio et la proximité, via les circuits courts ou la vente directe, s'en sortent bien. Mais cela pose, évidemment, la question de la gestion du budget alimentaire des ménages. On a sacrifié l'alimentation sur l'autel des télécommunications, de l'automobile et des loisirs. Résultat, le budget de la santé (soit 13 % des dépenses des ménages en France) rattrape le budget alimentaire (15 %), alors que l'on sait que si l'on avait une alimentation correcte, la Sécurité sociale réaliserait des économies considérables. Il faut persuader le consommateur qu'en payant la nourriture au prix de la qualité, cela aura un impact positif sur sa santé et lui permettra d'économiser sur d'autres postes. Je crois beaucoup à l'éducation et à la communication auprès du grand public sur les bienfaits d'une bonne alimentation. Malheureusement, il restera 10 % de la population qui ne pourra pas payer pour une alimentation de qualité. Cette catégorie exclue de la consommation a besoin d'aides spécifiques pour l'alimentation, à l'image des États-Unis qui distribuent à plus de 40 millions d'Américains des tickets alimentaires ciblés sur des produits locaux et bons pour la santé.

La valorisation de la production locale est-elle suffisante pour régler le conflit qui perdure entre les agriculteurs, les industriels et les distributeurs ?

Au cœur du problème, il y a la question du prix. Changer ce paradigme implique une réorganisation complète des filières

alimentaires. Sur ce point, la grande distribution est la plus avancée. Face au déclin de l'hypermarché, les enseignes ont développé les formats de proximité, plébiscités par les consommateurs. De la même façon, elles ont installé des rayons bio en GMS et valorisent les produits locaux. La grande distribution a compris les mutations des comportements d'achat des Français, contrairement aux deux maillons de la production – l'industrie agroalimentaire et l'agriculture – restés sur un modèle dont on est en train de tourner la page. En revanche, il y a encore du chemin à faire sur le sourcing. Si, aujourd'hui, les super centrales d'achat prédominent, les distributeurs, finiront par laisser plus d'autonomie aux magasins locaux. Dans toutes les entreprises, il existe un débat entre ceux qui, en interne, ont perçu la dynamique du consommateur et les services "achats", restés fidèles à un modèle mondialisé. Or, cette globalisation crée une coûteuse dépendance externe. C'est pour cette raison que les circuits alternatifs vont se développer, sous la forme de marchés, boutiques paysannes, coopératives, etc.

Quelles sont les dérives du modèle agro-industriel ?

Le développement d'exploitations de plus en plus grandes, comme c'est le cas, par exemple, de la ferme des 1 000 vaches dont l'Allemagne et l'Amérique comptent déjà une flopée, conduit à une concentration du secteur qui finira par tuer l'agriculture familiale, incapable d'investir autant de capitaux dans des méga-structures. On dénombre en France encore 300 000 exploitations agricoles professionnelles. Si ce modèle industriel se poursuit, dans 25 ans, on tombera à moins de 100 000. Pour empêcher cela, il faut recréer un lien fort entre la production agricole locale et sa transformation par les industries agroalimentaires qui forment un tissu très important en France. Cette proximité va favoriser le maintien des PME et l'activité économique du territoire. Il ne faut pas oublier que le secteur agroalimentaire représente plus de 700 000 salariés, soit presque autant d'emplois que l'agriculture.

Qu'est-ce qui peut inciter les acteurs à changer de modèle ?

La politique publique. Malheureusement, notre gouvernement reste enfermé dans ses contradictions et dépend des lobbys qui militent pour la globalisation. Avec le programme national de l'alimentation (PNA), nous restons à mi-chemin. Une première mesure gouvernementale nécessaire serait de repenser la fiscalité sur les produits alimentaires, en surtaxant la junk food et en diminuant la TVA des aliments sains, provenant du terroir, et les produits labellisés. Aujourd'hui, le label rouge est taxé comme les snacks foods, ce n'est pas normal ! Par ailleurs, le gouvernement doit miser sur l'innovation. Le SAT est en train de s'inventer et cela demande énormément d'investissements sur la transformation des aliments, l'organisation ou la numérisation des entreprises. Or, la grande majorité du budget public de la recherche est encore consacrée aux grands formats d'usine (ou d'exploitations agricoles) pour essayer de baisser les coûts. La compétitivité marchande est un dogme devant lequel trop s'agenouillent. D'autres stratégies sont possibles.

Certaines de ces multinationales, pourtant, semblent conscientes de l'intérêt d'une production locale...

Nous sommes tous conscients que l'impact environnemental, social et sanitaire du modèle industriel financiarisé nous conduit dans le mur. Il y a donc, il est vrai, des inflexions que l'on commence timidement à voir poindre. Les premières à avoir compris ce changement sont les grandes firmes qui ont d'énormes capacités financières. Pour le moment, elles font beaucoup de greenwashing, mais elles finiront par s'orienter vers un modèle de production plus durable et la relocalisation. Le schéma des très grandes usines cédera la place à une fragmentation. Certes, les grandes firmes continueront à nourrir la population, mais l'on va pouvoir redimensionner l'approvisionnement vers un peu moins de mondialisation et plus de régionalisation, grâce notamment aux futurs SAT. Et exiger la transparence en matière d'origine des produits et des matières premières. La question essentielle pour aller vers des systèmes alimentaires plus responsables et durables est finalement celle de la gouvernance. ■